

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⵔⴰⵎⵉⵜ
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

NOTE D'INFORMATION

SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE DE L'ANNÉE 2025

Les résultats des comptes nationaux de l'année 2025 font ressortir une amélioration de la croissance économique nationale, qui s'est établie à 4,9% contre 4,4% en 2024. Les activités non agricoles ont enregistré une progression de 3,9%, tandis que celles du secteur agricole ont affiché une hausse de 8,2%.

Une croissance économique soutenue par les activités agricoles

En termes réels, la valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une nette progression de 7,1% en 2025, après une contraction de 5,1% l'année précédente. Cette amélioration s'explique principalement par la reprise de l'activité agricole, dont la valeur ajoutée a augmenté de 8,2%, après un recul de 5,7% en 2024. En revanche, le secteur de la pêche a connu une forte baisse de son activité, son taux de croissance passant d'une hausse de 8,8% en 2024 à une contraction de 13% en 2025.

La valeur ajoutée du secteur secondaire, quant à elle, a connu un ralentissement de son taux de croissance passant de 3,8% en 2024 à 3,3% en 2025. Cette évolution reflète les performances contrastées des différentes branches d'activité composant ce secteur :

- l'industrie d'extraction, dont la croissance est passée de 11,5% à 7,5% ;
- l'industrie manufacturière, passant de 2,1% à 1,9% ;
- le bâtiment et les travaux publics, dont la croissance est passée de 6% à 6,7% ;
- les secteurs de l'électricité, du gaz, de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets, dont la progression a fortement ralenti, passant de 5,4% à 0,6%.

Par ailleurs, **la valeur ajoutée du secteur tertiaire** a connu un ralentissement de son rythme de croissance, passant de 5,6% en 2024 à 4,3% en 2025. Cette évolution s'explique principalement par le ralentissement observé dans plusieurs branches d'activité, notamment :

- le transport et l'entreposage, dont la croissance a reculé à 4,2% contre 8,5% en 2024 ;
- l'hébergement et la restauration, avec une progression de 7% au lieu de 8,4% ;
- les activités de recherche et développement ainsi que les services rendus aux entreprises, dont la croissance a ralenti à 3,7% contre 6% ;
- l'information et la communication, qui ont enregistré une baisse de 0,5%, après une hausse de 2,9% ;
- les services financiers et les assurances, dont la croissance est passée de 9,1% à 5,5% ;

Cette performance économique, portée principalement par le dynamisme de la demande intérieure, s'est réalisée dans un contexte marqué par la maîtrise de l'inflation et l'accentuation du besoin de financement de l'économie nationale.

- les services rendus par l'administration publique générale et la sécurité sociale, dont le taux de croissance est passé de 5,9% à 3,4%.

Au total, **la valeur ajoutée des activités non agricoles** a enregistré un affaiblissement de sa croissance, son taux d'accroissement passant de 5,1% en 2024 à 3,9% en 2025.

Dans ce contexte, et en tenant compte de la progression de 9% du volume des impôts nets des subventions sur les produits, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** a connu une augmentation de 4,9% en 2025, contre 4,4% l'année précédente.

Hausse du niveau général des prix

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 6,5% durant l'année 2025 au lieu de 8,7% en 2024, dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 1,6%.

Croissance tirée par la demande intérieure, malgré son ralentissement

La demande intérieure a enregistré un ralentissement de son taux d'accroissement qui a progressé de 6,1% en 2025 au lieu de 6,7% en 2024, contribuant à la croissance économique nationale de 6,6 points au lieu de 7,3 points une année auparavant.

C'est ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages et des ISBLSM ont connu un ralentissement de leur taux d'accroissement passant de 2,9% en 2024 à 1,2% en 2025, avec une contribution à la croissance de 0,7 point au lieu de 1,8 point.

De son côté, Le taux d'accroissement de la consommation finale des administrations publiques, de sa part, a affiché une augmentation de 5,1% au lieu de 8%, avec une contribution positive à la croissance de 0,9 point au lieu de 1,5 point l'année précédente.

Par ailleurs, l'investissement brut (formation brute de capital fixe, variation des stocks et acquisition nette d'objets de valeurs) a connu un taux d'accroissement de 16,3% contre 13,9% en 2024, contribuant ainsi à la croissance de 5 points au lieu de 4 points.

Atténuation de la contribution négative des échanges extérieurs

Au niveau des échanges extérieurs, les importations ont augmenté de 9% au lieu de 12,2%, avec une contribution négative à la croissance de 4,5 points au lieu d'une contribution négative de 6,1 points l'année dernière.

Les exportations de biens et services, de leur côté, ont affiché une hausse de 6,6% au lieu de 7,7%, contribuant à la croissance de 2,7 points au lieu de 3,3 points par rapport à 2024.

Dans ces conditions, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance de 1,7 point en 2025, contre une contribution négative de 2,9 points l'année précédente, traduisant ainsi une atténuation de leur effet défavorable sur la croissance économique.

Aggravation du besoin de financement

Avec une augmentation du PIB aux prix courants de 6,5% au lieu de 8,7% l'année passée et une hausse de 1,1% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d'une hausse de 2,4%, le revenu national brut disponible a connu un ralentissement de son évolution passant de 8,3% en 2024 à 6,2% en 2025.

Compte tenu de la hausse de 3,6% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 6,1% enregistrée une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 31,1% du PIB au lieu de 29,4%.

Avec un niveau d'investissement brut représentant 33,6% du PIB au lieu de 30,6%, le besoin de financement de l'économie nationale s'est ainsi accentué passant de 1,2% du PIB en 2024 à 2,5% en 2025.

Valeurs ajoutées en volume par secteurs d'activité (prix de l'année précédente)

Code	Secteur d'activité	Evolution annuelle en %		
		2023**	2024*	2025
A00	Agriculture et sylviculture	1,5	-5,7	8,2
A05	Pêche et aquaculture	6,9	8,8	-13,0
B00	Extraction	-4,2	11,5	7,5
C00	Industries manufacturières	3,2	2,1	1,9
DE0	Distribution d'électricité et de gaz- Distribution d'eau, réseau d'assainissement, traitement des déchets	-10,6	5,4	0,6
F00	Construction	0,4	6,0	6,7
G00	Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	3,1	3,8	4,2
H00	Transports et entreposage	6,8	8,5	4,2
I00	Activités d'hébergement et de restauration	23,5	8,4	7,0
J00	Information et communication	5,4	2,9	-0,5
K00	Activités financières et d'assurance	6,2	9,1	5,5
L68	Activités immobilières	2,7	2,7	3,1
MN0	Recherches et développement et services rendus aux entreprises	6,8	6,0	3,7
O84	Administration publique; sécurité sociale obligatoire	2,1	5,9	3,4
PQ8	Education, santé humaine et activités d'action sociale	4,6	6,7	6,7
RS0	Autres services	2,0	5,3	2,7
TOTAL		3,6	3,8	4,4

(**) définitif

(*) semi définitif

Evolution des principaux agrégats

Opérations	2023**	2024*	2025
Décomposition du PIB			
Croissance annuelle en % (aux prix de l'année précédente)			
Produit intérieur brut (PIB)	3,8	4,4	4,9
Valeur ajoutée totale aux prix de base	3,6	3,8	4,4
Agriculture	1,5	-5,7	8,2
Hors agriculture	3,8	5,1	3,9
Impôts sur les produits nets des subventions	5,6	9,7	9,0
Produit intérieur brut non agricole (*)	4,0	5,6	4,5
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	4,7	2,9	1,2
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	6,8	8,0	5,1
Dépenses de consommation finale des ISBL	15,6	1,0	1,8
Formation brute de capital fixe	2,4	11,8	14,4
Importations de biens et services	9,5	12,2	9,0
Exportations de biens et services	7,8	7,7	6,6
Décomposition du PIB			
Aux prix courants (en millions de DH)			
Produit intérieur brut	1 485 635	1 614 569	1 720 201
Valeur ajoutée totale aux prix de base	1 340 158	1 440 407	1 517 747
Agriculture	161 801	163 642	172 605
Hors agriculture	1 178 357	1 276 765	1 345 142
Impôts sur les produits nets des subventions	145 477	174 162	202 454
Produit intérieur brut non agricole	1 323 834	1 450 927	1 547 596
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	895 003	944 065	967 767
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	270 257	293 457	314 588
Dépenses de consommation finale des ISBL	12 684	12 772	13 077
Formation brute de capital fixe	371 176	418 304	481 964
Importations de biens et services	750 280	801 513	874 349
Exportations de biens et services	627 680	672 249	721 486
Revenu national brut disponible (RNBD)	1 592 724	1 724 212	1 831 045
Épargne nationale brute (ENB)	414 780	473 918	535 613
Besoin de financement	12 797	19 621	42 019
Quelques ratios économiques			
PIB par habitant (en dirham)	40 669	43 891	45 614
RNBD par habitant (en dirham)	43 600	46 872	48 553
Dépenses de consommation finale des ménages/PIB	60,2	58,5	56,3
Dépenses de consommation finale des APU/PIB	18,2	18,2	18,3
Dépenses de consommation finale des ISBL/PIB	0,9	0,8	0,8
Exportations de biens et services/PIB	42,2	41,6	41,9
Importations de biens et services/PIB	50,5	49,6	50,8
Taux d'investissement (FBC/PIB)	29,0	30,6	33,6
Taux d'épargne nationale (ENB/PIB)	27,9	29,4	31,1
Besoin de financement/PIB	-0,9	-1,2	-2,5

(*) Valeur ajoutée hors agriculture augmentée des impôts sur les produits nets des subventions

(**) définitif

(*) semi définitif

